La longue marche de la solidarité

par Esther Benbassa

Livres. Histoire et illustration d'un concept moral et politique.

Recension parue le 12 janvier 2008

Deux ouvrages parus coup sur coup s'éclairent respectivement avec bonheur. L'un - *Ceux qui s'engagent* - évoque la vie au jour le jour de ces hommes et ces femmes de notre temps qui éduquent, logent, soignent, emploient et surtout donnent, y compris d'eux-mêmes. L'autre - *la Solidarité. Histoire d'une idée* -, mettant notre présent en perspective, narre l'histoire d'un concept, celui de solidarité, apparu dès le XIX^{e} siècle et entré en politique en 1896 avec la publication de *la Solidarité*, le livre de Léon Bourgeois, radical modéré au parcours politique exceptionnel. C'est de fait la *«solidarité sociale»* qui finira par s'ériger en maître mot et doctrine de la République. De quoi s'agit-il sinon du devoir qui incombe à chacun à l'égard de la collectivité ?

Le mot circule, dès les années 1830, dans les cercles de la gauche républicaine, expression d'un certain socialisme chrétien tendu vers la fraternité universelle, version moderne de l'éternelle aspiration humaine à l'unité. Le cheminement vers l'entraide face à l'adversité se fait à l'ombre du grandiose essor industriel qui ne bénéficie pas à tous. Une partie de la classe ouvrière s'organise, la mutualité devient son mot d'ordre. *«Le printemps des peuples»* de 1848 fait émerger un nouveau protagoniste sur la scène sociale : le peuple. Opposé à la bourgeoisie, il pourrait augurer la dissolution sociale. On reconnaît les antagonismes entre les riches et les pauvres, le capital et le travail ; mais en même temps, on tente de démontrer qu'il existe des intérêts communs à ces deux classes. Le concept de solidarité sert à retrouver cette unité, battue en brèche par la division sociale.

Attributs moraux. C'est désormais de cohésion sociale dont on a besoin et la solidarité est en mesure de l'assurer. Ceci étant, elle ne se pense pas séparée de l'idée de contrat, de droit et de devoir. Tout est prêt pour que la République s'en empare et de fait, vers les années 1900, elle s'attelle à l'éducation à la solidarité. Progressivement, on passe de la solidarité forcée à une solidarité consciente, puis à une solidarité volontaire et coopérative qui demande à être organisée et même imposée par l'Etat.

Encore fallait-il délimiter le rôle de ce dernier. Et la notion de solidarité appartiendra longtemps au camp socialiste. A l'ère républicaine, elle est perçue comme moteur du progrès collectif et parée d'attributs moraux, susceptible qu'elle est de donner aux jeunes le sens du travail et de l'effort. En 1945, avec l'émergence de l'Etat-providence, celui-ci devient redistributeur et protecteur. Aujourd'hui, la solidarité retrouve tout son éclat et, comme à ses débuts, elle tend à colmater des brèches face aux incertitudes de l'économie libérale globalisée qui est la nôtre et à ses injustices. On ne cesse de l'invoquer jusqu'à créer un ministère de la Cohésion sociale, lorsque cette cohésion est justement de moins en moins évidente. Comme l'explique Marie-Claude Blais, *«tout se passe, au fond, comme si la solidarité fournissait la clé d'une version maximale de l'Etat minimal»*. Un mirage entretenu à grands renforts de communication et de rhétorique.

Parallèlement, dans un monde où chacun a une conscience nette de ses droits, la compassion pour les victimes devient universellement prégnante. Mais dans quelle mesure ceux qui s'engagent dans le travail de solidarité peuvent-ils vraiment corriger les iniquités subies au quotidien par des millions de personnes ? Ainsi l'exigeant ouvrage de Marie-Claude Blais ouvre-t-il à la lecture de celui de Jérôme Cordelier, journaliste, qui n'a pas hésité à aller sur le terrain pour écouter ces individus au destin parfois exceptionnel qui s'investissent dans l'humanitaire.

Autre facette de la solidarité prise en charge, dans un environnement d'Etat minimaliste, par la société civile, laquelle - laïcs et religieux confondus - la pratique à grande échelle, parfois avec les moyens empruntés à l'économie libérale et à la communication moderne.

Missionnaires modernes. Une solidarité qui, à son tour, vise à reconstituer la communauté humaine où les plus chanceux vont au secours des éprouvés, une autre manière d'assurer la cohésion sociale nationale et internationale, même si l'idée qui la sous-tend semble en apparence bien différente.

Malgré l'admiration qu'éprouve Jérôme Cordelier pour ces missionnaires modernes, à aucun moment il n'occulte les difficultés de la tâche, ni ses déviations possibles, comme on l'a vu récemment avec l'Arche de Zoé. L'humanitaire devient notre nouvelle religion et, dans la foulée, le commerce équitable notre idéal. Un livre voyage indispensable pour qui voudrait se familiariser avec la nouvelle République de l'humanitaire.